



## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

### **PRÉFECTURE**

Direction de la Coordination des Services de l'État

Bureau des Procédures Environnementales

Section Prévention des Risques Industriels

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE**

**DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE DE SEINE-ET-MARNE**

Unité Départementale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020  
portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI)  
relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entrepôt de matières et produits  
combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis  
sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)**

**Le préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur,**

**Vu les parties législative et réglementaire du code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre Ier et IV du livre V ;**

**Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en application des articles L. 511-1 et L. 511-2 du code de l'environnement ;**

**Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;**

**Vu le décret du président de la république du 12 juillet 2017 portant nomination de Madame Béatrice ABOLLIVIER, préfète de Seine-et-Marne (hors classe) ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)";**

**Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1436 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux**

installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous les rubriques n° 4801 et 2171 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2IC 310 du 04 décembre 2001 autorisant la SAS U.T.L à exploiter un entrepôt d'une volume de 1 349 600 m3 destiné au stockage de vêtements et de produits textiles à Vert Saint Denis, Rue du Petit jard, Parc d'activités de Vert Saint Denis ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 08 DAI 1IC 346 du 29 octobre 2008 imposant des prescriptions complémentaires à la Société ND LOGISTICS concernat les modifications des conditions d'exploitaitaion de son établissement sis Vart-Saint-Denis ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2019/45/DCSE/BPE/IC du 23 juillet 2009 portant ouverture d'enquête publique environnementale sur le projet présenté par la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) pour être autorisée à poursuivre l'exploitation de l'entrepot logistique de stockage de matières et produits combustibles, situé sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240), 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert Saint Denis ;

**Vu** la note d'information du 24 juin 2019 relative à l'absence d'observation de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, sur la demande d'autorisation au titre des ICPE de l'entrepôt exploité par la société ITM LAI sur la commune de Vert- Saint-Denis (77240) ;

**Considérant** le changement de dénomination sociale de la SAS U.T.L au profit de la société ND logistics ;

**Considérant** le changement d'exploitant au profit de la société ITM LAI acté par courrier préfectoral en date du 4 avril 2012 ;

**Considérant** la demande déposée le 5 août 2016, actualisée le 19 février 2019 et complétée le 14 juin 2019, par la société ITM IMMO LOG (ITM LAI), dont le siège social est situé Parc de Tréville, 6 allée des expositions à Bondoufle (91078), pour être autorisée à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de matières et produits combustibles, situé sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240), 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (772470) ;

**Considérant** le dossier déposé à l'appui de sa demande et les compléments apportés ;

**Considérant** le rapport n°E4/19-1284 de l'inspection des installations classées en date du 27 juin 2019 du chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) d'Île-de-France, déclarant le dossier, déposé au titre des installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), complet et régulier ;

**Considérant** la décision n° E19000107/77 du 15 juillet 2019 de Madame la présidente du Tribunal Administratif de Melun désignant M. Jacky HAZAN en qualité de commissaire enquêteur pour procéder à l'enquête publique relative à la demande mentionnée précédemment ;

**Considérant** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées de l'avis au public ;

**Considérant** la publication de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans « La République de Seine-et-Marne » les 5 août et 9 septembre 2019 et dans « Le Parisien » les 5 août et 9 septembre 2019 ;

**Considérant** les registres d'enquête, papier et électronique, et l'avis du commissaire enquêteur du 4 novembre 2019, validé par Madame la présidente du Tribunal Administratif de Melun ;

**Considérant** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

**Considérant** la délibération du conseil municipal de la commune de Vert-Saint-Denis du 30 septembre 2019 qui a émis un avis défavorable à la demande de la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) pour être autorisée à exploiter un bâtiment logistique à usage d'entrepôt de matières et produits combustibles, situé sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240), dans le cadre de l'enquête publique environnementale réalisée du 3 septembre au 4 octobre 2019 inclus ;

**Considérant** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 8 janvier 2020 ;

**Considérant** les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté préfectoral le 24 janvier 2020 ;

**Considérant** le rapport n°E4/19-1284 de l'inspection des installations classées en date du 6 février 2020 du chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) d'Ile-de-France

**Considérant** que le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques constructives de l'installation, être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie ;

**Considérant** que la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) a prévu des dispositions constructives qui présentent un soutien à l'action des sapeurs-pompiers en cas de sinistre, notamment par la mise en place de parois séparatives 2 ou 4 h, des dispositifs d'aspersion automatique, un rideau d'eau pour limiter la dispersion d'ammoniac, l'agrandissement du bassin de rétention des eaux d'extinction, la mise en place de nouveaux poteaux incendie, les voies d'accès dimensionnées sur les 4 faces du bâtiment ;

**Considérant** que l'installation est soumise à autorisation ;

**Considérant** qu'en application des dispositions des articles L.511-1 et L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les modifications des prescriptions applicables aux installations du site demandées sont notables et substantielles ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V du code de l'environnement,

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, Madame la Préfète peut fixer des prescriptions complémentaires ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

### **ARRÊTE:**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> :**

La société ITM IMMO LOG (ITM LAI), dont le siège social est situé Parc de Tréville, 6 allée des expositions à Bondoufle (91078), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son entrepôt logistique de stockage de matières et produits combustibles, situé sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240) – 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

#### **ARTICLE 2 - NOTIFICATION ET EXÉCUTION :**

- M. le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- M. le directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne,
- M. le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à Paris,
- M. le chef de l'unité départementale de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie à Savigny-le-Temple,
- M. le maire de Vert-Saint-Denis,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 12 février 2020

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture



Cyrille LE VÉLY

**DESTINATAIRES D'UNE COPIE :**

- La société ITM IMMO LOG (ITM LAI),
- Mme la déléguée départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS)
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS)
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile – (Préfecture SIDPC)
- M. le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, (DIRECCTE)

***Délais et voies de recours***

*La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :*

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,*
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :*

*a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,*

*b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.*

*Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.*



## Liste des articles

<b>TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
CHAPITRE 1.1 PORTÉE DE L'AUTORISATION	4
ARTICLE 1.1.1 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS	4
ARTICLE 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	4
ARTICLE 1.2.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement	7
ARTICLE 1.2.3 Installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'Eau	8
ARTICLE 1.2.4 Situation de l'établissement	8
ARTICLE 1.2.5 Consistance des installations autorisées	8
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	9
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION	9
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ	9
ARTICLE 1.5.1 Porter à connaissance	9
ARTICLE 1.5.2 Mise à jour de l'étude de dangers	9
ARTICLE 1.5.3 Transfert sur un autre emplacement	9
ARTICLE 1.5.4 Changement d'exploitant	9
ARTICLE 1.5.5 Équipements abandonnés	10
ARTICLE 1.5.6 Cessation d'activité	10
CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS	10
<b>TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS	11
ARTICLE 2.1.1 Objectifs généraux	11
ARTICLE 2.1.2 Consignes d'exploitation	11
CHAPITRE 2.2 RÉSERVE DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES	11
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE	11
CHAPITRE 2.4 DANGER OU RISQUES NON PRÉVUS	11
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	11
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	12
CHAPITRE 2.7 CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)	12
<b>TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS	13
ARTICLE 3.1.1 Dispositions générales	13
ARTICLE 3.1.2 Pollutions accidentelles	13
ARTICLE 3.1.3 Odeurs	13
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET	13
ARTICLE 3.2.1 Dispositions générales	13
ARTICLE 3.2.2 Installations de chauffage du bâtiment	14
ARTICLE 3.2.3 Conditions générales de rejet	14
ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES	14
<b>TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES</b>	<b>15</b>
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU	15
ARTICLE 4.1.1 Prélèvements d'eau	15
ARTICLE 4.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	15
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	15
ARTICLE 4.2.1 Dispositions générales	15
ARTICLE 4.2.2 Plan des réseaux	15
ARTICLE 4.2.3 Entretien et surveillance	15
ARTICLE 4.2.4 Protection des réseaux internes au site	16
CHAPITRE 4.3 TYPES D'OUVRAGES, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET	16
ARTICLE 4.3.1 Identification des effluents	16
ARTICLE 4.3.2 Collecte des effluents	16
ARTICLE 4.3.3 Entretien et conduite des installations de traitement	16
ARTICLE 4.3.4 Localisation des points de rejet	16
ARTICLE 4.3.5 aménagement et équipement des ouvrages de rejet	17
ARTICLE 4.3.5.1 Conception	17
ARTICLE 4.3.5.2 Aménagement des points de prélèvements	17



Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

ARTICLE 4.3.6	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	17
ARTICLE 4.3.7	Valeurs limites d'émission des eaux usées.....	18
ARTICLE 4.3.8	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	18
ARTICLE 4.3.9	valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.....	18
ARTICLE 4.3.10	Rejet dans un ouvrage collectif.....	18
<b>TITRE 5</b>	<b>DÉCHETS.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 5.1	PRINCIPES DE GESTION.....	19
ARTICLE 5.1.1	Limitation de la production de déchets.....	19
ARTICLE 5.1.2	Séparation des déchets.....	19
ARTICLE 5.1.3	Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets.....	19
ARTICLE 5.1.4	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur.....	19
ARTICLE 5.1.5	Déchets traités ou éliminés à l'intérieur.....	20
ARTICLE 5.1.6	Transport.....	20
ARTICLE 5.1.7	déchets industriels.....	20
ARTICLE 5.1.8	Registre d'élimination des déchets.....	20
<b>TITRE 6</b>	<b>PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>21</b>
CHAPITRE 6.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	21
ARTICLE 6.1.1	Aménagements.....	21
ARTICLE 6.1.2	Véhicules et engins.....	21
ARTICLE 6.1.3	Appareils de communication.....	21
CHAPITRE 6.2	NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	21
ARTICLE 6.2.1	Valeurs limites d'urgence.....	21
ARTICLE 6.2.2	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	21
CHAPITRE 6.3	VIBRATIONS.....	22
<b>TITRE 7</b>	<b>PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>23</b>
CHAPITRE 7.1	PRINCIPES DIRECTEURS.....	23
ARTICLE 7.1.1	LOCALISATION DES RISQUES.....	23
ARTICLE 7.1.2	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes SUR LE SITE.....	23
ARTICLE 7.1.3	propreté de l'installation.....	23
ARTICLE 7.1.4	contrôle des accès.....	23
ARTICLE 7.1.5	Circulation dans l'établissement.....	24
ARTICLE 7.1.6	étude de dangers.....	24
CHAPITRE 7.2	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....	24
ARTICLE 7.2.1	comportement au feu.....	24
ARTICLE 7.2.2	Désenfumage.....	25
ARTICLE 7.2.3	intervention des services de secours.....	26
ARTICLE 7.2.3.1	Accessibilité.....	26
ARTICLE 7.2.3.2	Accessibilité des engins à proximité de l'installation.....	26
ARTICLE 7.2.3.3	Mise en station des échelles.....	26
ARTICLE 7.2.4	Moyens de lutte contre l'incendie.....	27
ARTICLE 7.2.4.1	Définition générale des moyens – Plan de défense incendie.....	27
ARTICLE 7.2.4.2	Entretien des moyens d'intervention.....	27
ARTICLE 7.2.4.3	Détection incendie.....	28
ARTICLE 7.2.4.4	Ressources en eau.....	28
ARTICLE 7.2.4.5	Indisponibilité temporaire d'extinction automatique.....	29
ARTICLE 7.2.5	Consignes générales d'intervention.....	29
ARTICLE 7.2.5.1	Consignes générales.....	29
ARTICLE 7.2.5.2	Plan d'opération interne.....	29
CHAPITRE 7.3	DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	30
ARTICLE 7.3.1	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	30
ARTICLE 7.3.2	Installations électriques.....	30
ARTICLE 7.3.3	Ventilation des locaux.....	30
CHAPITRE 7.4	DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	31
ARTICLE 7.4.1	Organisation de l'établissement.....	31
ARTICLE 7.4.2	réentions et confinement.....	31
ARTICLE 7.4.2.1	Règles générales.....	31
ARTICLE 7.4.2.2	Rétention des produits dangereux en cas de déversements accidentels.....	31
ARTICLE 7.4.2.3	Bassin de confinement.....	31
ARTICLE 7.4.3	Isolément avec les milieux.....	32
ARTICLE 7.4.4	Stockage sur les lieux d'emploi.....	32
ARTICLE 7.4.5	Transports - chargements - déchargements.....	32
ARTICLE 7.4.6	Élimination des substances ou préparations dangereux.....	32
ARTICLE 7.4.7	perte de confinement d'un récipient ou une défaillance.....	32



Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entrepôt de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	32
ARTICLE 7.5.1 Surveillance de l'installation.....	32
ARTICLE 7.5.2 Travaux.....	33
ARTICLE 7.5.3 Consignes d'exploitation.....	33
ARTICLE 7.5.4 Protection contre la foudre.....	33
ARTICLE 7.5.5 Matériels et engins de maintenance.....	34
<b>TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>35</b>
CHAPITRE 8.1 ENTREPÔT.....	35
ARTICLE 8.1.1 Caractéristiques des cellules de stockage.....	35
ARTICLE 8.1.2 Nature des produits stockés.....	35
ARTICLE 8.1.3 Implantation et Distances d'éloignement.....	36
ARTICLE 8.1.4 construction et aménagements.....	36
ARTICLE 8.1.5 Issues.....	36
CHAPITRE 8.2 CHAUFFÉRIE.....	37
CHAPITRE 8.3 ATeliers DE CHARGE D'ACCUMULATEURS.....	37
CHAPITRE 8.4 AMMONIAC.....	37
ARTICLE 8.4.1 Implantation-aménagement.....	37
ARTICLE 8.4.2 Comportement au feu des locaux.....	38
ARTICLE 8.4.3 toitures et couvertures de toiture.....	38
ARTICLE 8.4.4 Systèmes de détection.....	38
ARTICLE 8.4.5 Capacité d'ammoniac et dispositifs limiteurs de pression.....	38
ARTICLE 8.4.6 Tuyauteries d'ammoniac.....	39
ARTICLE 8.4.7 Mise en service de l'installation de réfrigération.....	39
ARTICLE 8.4.8 Rideau d'eau.....	39
<b>TITRE 9 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>40</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	40
ARTICLE 9.1.1 Principe et objectifs du programme d'autosurveillance.....	40
ARTICLE 9.1.2 mesures comparatives.....	40
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	40
ARTICLE 9.2.1 Auto surveillance des émissions atmosphériques.....	40
ARTICLE 9.2.2 Auto surveillance des niveaux sonores.....	40
CHAPITRE 9.3 SAVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	40
ARTICLE 9.3.1 Actions correctives.....	40
ARTICLE 9.3.2 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	41
<b>TITRE 10 ÉCHÉANCES.....</b>	<b>42</b>
<b>TITRE 11 CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>43</b>
ARTICLE 11.1.1 Frais.....	43
ARTICLE 11.1.2 RESPECT DES DISPOSITIONS DU PRÉSENT Anêlé.....	43
ARTICLE 11.1.3 INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT.....	43
ARTICLE 11.1.4 PUBLICITÉ.....	43
ARTICLE 11.1.5 Détails et voies de recours (art. L.514-6 du Code de l'Environnement).....	43

## TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1 MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 01 DAI 21C 310 du 04 décembre 2001 et n° 08 DAI 11C 346 du 29 octobre 2008 sont supprimées et remplacées par celles du présent arrêté.

### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
1510-1	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant : 1. supérieur ou égal à 300 000 m³ 2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³ 3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	A	Entrepôt  Quantité de matières combustibles : 1 349 800 m³	Volume des cat- lules 1510 : 1 127 444 m³
1450-1	Stockage ou emploi de solides inflammables La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 t, 2. supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t	A	Entrepôt	Quantité : 1,75 t
1532-2	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. supérieure à 50 000 m³ 2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³ 3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³	E	Entrepôt	Volume global : 30 000 m³
2220.2.a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. 1. Lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an : a) Supérieure à 20 t/j b) Supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 20 t/j 2. Autres installations a) Supérieure à 10 t/j b) Supérieure à 2 t/j, mais inférieure ou égale à 10 t/j	E	Murserie de bananes	Quantité de pro- duit : 80 t/j
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. A l'état non expansé et non alvéolaire et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m³ b) supérieur ou égal à 10 000 m³, mais inférieur à 80 000 m³ c) supérieur ou égal à 1 000 m³, mais inférieur à 10 000 m³	E Antériorité	Entrepôt	Volume global : 79 000 m³
1436.2	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les ca-	DC	Entrepôt	Quantité : 100 t

**Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant proscriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
1511-3	<p>vités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p> <p>Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 150 000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 150 000 m³</p> <p>3. Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.</p>	DC	Cellules frigorifiques	Volume global : 49 000 m³
1530-3	<p>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m³</p> <p>2. supérieure à 20 000 m³ mais inférieure ou égale à 50 000 m³</p> <p>3. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	D	Entrepôt	Volume global : 20 000 m³
2171	<p>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.</p> <p>Le dépôt étant supérieur à 200 m³</p>	D	Entrepôt	Volume : 220 m³
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	DC	Récupération de déchets provenant de points de vente (cartons, plastiques)	Volume : 500 m³
2795-2	<p>Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux.</p> <p>La quantité d'eau mise en oeuvre étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 m³/j</p> <p>2. Inférieure à 20 m³/j</p>	DC	Installation de lavage des contenants de produits alimentaires	Quantité : 2,5 m³/j
2910.A-2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. supérieure ou égale à 50 MW</p> <p>2. supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	DC DC NC	Chaudière gaz : 4 MW  Groupe électrogène : 1,5 MW  Sprinkler : 0,5 MW	Puissance totale : 6 MW
2925-1	<p>Ateliers de charge d'accumulateurs :</p> <p>1 - La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	D	Locaux de charge	Puissance : 790 kW
4735-1-b	<p>Ammoniac.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1,5 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t</p>	DC	Installations frigorifiques	Quantité présente : 800 kg
4755-2b	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³</p>	DC	Entrepôt	Quantité présente : 450 m³
4801-2	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t.</p>	D	Entrepôt	Quantité présente : 400 t
4755-1	<p>Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équiva-</p>	NC	Entrepôt	Quantité présente :

**Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)**

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
1185-2	lentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 l			450 m³
1630	Gaz à effet de serre fluorés 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	NC	Installations de refroidissement	Quantité présente < 300 kg
2663-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium 1. Supérieure à 250 t 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	NC	Entrepôt	Quantité présente 1,1 t
2713	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m³ b) Supérieur ou égal à 2 000 m³ mais inférieur à 45 000 m³ c) Supérieur ou égal à 200 m³ mais inférieur à 2 000 m³	NC	Entrepôt	Volume global : < 200 m³
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m² 2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1000 m²	NC	Récupération de déchets de points de vente (Racks usagés)	Surface concernée : 10 m²
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³	NC	Bornes de récupération de verre	Volume : 20 m³
2920	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m³ 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³	NC	Récupération de déchets organique de points de vente	Volume 90 m³
4320	Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW	NC	Compression de l'ammoniac	Puissance : 2 MW
4321	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. 1. Supérieure ou égale à 150 t 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 2 t
4330	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 5 000 t 2. Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 2 t
4331	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t. 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 0,2 t
4441	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1.000 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 0,5 t
4510	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t. 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 0,05 t
	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	NC	Entrepôt	Quantité pré-

Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t			seule : 9 t
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t. 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 0,5 t
4702	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. IV - Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition autoentretenue dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %). La quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 250 t	NC	Entrepôt	Quantité présente : 1249 t
4705	Nitrate de Potassium et engrais composés à base de nitrate de potassium (sous forme de comprimés ou de granulés) qui présentent les mêmes propriétés dangereuses que le nitrate de potassium pur 1. Supérieure ou égale à 5000 t 2. Supérieure ou égale à 1250 t mais inférieure à 5000 t	NC	Entrepôt	Q totale : 100 t
4718-1	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables	NC	Entrepôt	Q totale : 3 t
4734-1	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences ; kérosène, gazole, etc. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés: a) Supérieure ou égale à 2 500 t. b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t. c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1000 t au total	NC	Local sprinkler	Quantité totale : 25,45t
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences ; kérosène, gazole, etc. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Pour les autres stockages a). supérieure ou égale à 1 000 t b). supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total mais inférieure à 1 000 t c). supérieure ou égale à 50 t au total mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	NC	Cuves GNR, Groupes électrogènes	Q totale : 3,38t
4741	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t.	NC	Entrepôt	Quantité présente : 0,5 t

A (Autorisation), AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique), E (Enregistrement), DC ou D (Déclaration avec ou sans contrôle périodique), NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

#### ARTICLE 1.2.2 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES À ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

**Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant proscriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)**

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### ARTICLE 1.2.3 INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU.

La nomenclature IOTA figure à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement. L'établissement est soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement dans le cadre des rubriques 2.1.5.0 et 3.2.3.0.

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Les eaux pluviales sont rejetées dans le réseau communal	Sans objet
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non, dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Ensemble des bassins 15 646 m² < 3 ha	D

### ARTICLE 1.2.4 SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de VERT SAINT DENIS, sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
VERT-SAINT-DENIS	Section B02, n°1233, 1571, 1195, 1196, 1610, 1612, 1608

### ARTICLE 1.2.5 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Ouvrage	Désignation des activités	Éléments caractéristiques
Entrepôt de stockage	Stockage de matières combustibles Cellule A : 4477 m² Cellule B : 5 505 m² Cellule C : 3333 m² Cellule D : 5025 m² Cellule E : 6 563 m² Cellule F : 2232 m² Cellule F' : 2198 m² Cellule F'' : 448 m² Cellule G : 4386 m² Cellule H : 3 314 m² Cellule I : 4438 m² Cellule K : 8270 m² Cellule L : 8267 m² Cellule M : 9960 m²	Stockage et préparation des marchandises relevant des rubriques suivantes : - 1510, 1532, 1530, 2663-1, 2663-2, 4755-1 dans les cellules A, K, P, M, N, L - 1510 pour les cellules G, I, F' - 1511 : cellule B (surgelé) et C, D, E, F, F'' (température dirigée) - 2220-2a : cellule F environ 500 m² Ces cellules ont une hauteur au faîtage de 16,2 m.  Cellules grande hauteur : M, N automatisées d'une hauteur au faîtage de 22,5 m  Mezzanines : cellule P - R+1  Cellules produits dangereux : 4 sous cellules dans la cellule K Produits dangereux à risque particulier : 4510, 4511, 4441, 1630 Cellule gaz inflammables liquéfiés : 4320, 4321, 4718

Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur la territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

Ouvrage	Désignation des activités	Éléments caractéristiques
	Cellule N : 9987 m² Cellule P : 6541 m²	Cellule liquides et solides inflammables et alcool de bouche : 1436, 4755-2, 1450 Cellule comburant : rubrique 4441  Les cellules hors froid négatif sont sprinklées. Le système d'extinction automatique en place est adapté aux produits stockés.  Couronne d'arrosage associée à une cuve de 600 m³
Local de charge d'accumulateurs	2 locaux de charge	Situés sur la façade sud
Local de sprinklage	1 local	En façade nord Équipé de deux motopompes fuel. 2 cuves de 900 m³ chacune
Chaudière	1 chaudière	Chaudière au gaz naturel implantée en façade nord de la cellule L.
Bureaux	Un ensemble de bureaux	Implanté en façade sud du bâtiment, en rez-de-chaussée et en R+2.
Groupes froids	Climatisation des bureaux et locaux sociaux Production de froid des cellules réfrigérées.	Utilisation de fluide frigorigène du type R1234ze Fluide frigorigène : - CO₂ pour les cellules en froid négatif - Ammoniac pour les cellules en froid positif Fluide caloporteur CO₂ pour l'ensemble des cellules  Locaux situés au Nord de la cellule A Rideaux d'eau pour la protection vis-à-vis du risque ammoniac.
Zones de stockage extérieurs	Zone de stockage couverte n°1  Zone de stockage couverte n°2	Sud-ouest du site : Stockage de Vmax métalliques. Parois bardage simple  Sud Est du site : Stockage de palettes en bois et en plastiques. Parois REI 120 et extinction automatique à mousse à haut foisonnement.
Aire de lavage Poids Lourds		Au nord-ouest du site

## CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

### ARTICLE 1.5.1 PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.



#### **ARTICLE 1.5.2 MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article L.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.5.3 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.5.4 CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

#### **ARTICLE 1.5.5 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.5.6 CESSATION D'ACTIVITÉ**

A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'Environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code précité.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêté définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. La notification prévue indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Le site doit être placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du Code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

## **TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### **ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté en permanence.

### **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

### **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident lui est transmis par l'exploitant. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

## **CHAPITRE 2.7 CONTRÔLES ET ANALYSES (INOPINÉS OU NON)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations.

Ils seront exécutés par un organisme agréé ou soumis à l'approbation de l'inspection en l'absence d'agrément dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

## **TITRE 3 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en sera informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### **ARTICLE 3.1.3 ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère, conformément aux normes en vigueur.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute

Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

#### ARTICLE 3.2.2 INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE DU BÂTIMENT

<i>Installations raccordées</i>	<i>Puissance totale</i>	<i>Combustible</i>	<i>Autres caractéristiques</i>
Chaudières	4 MW	Gaz naturel	Chauffage

#### ARTICLE 3.2.3 CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

<i>Installations raccordées</i>	<i>Hauteur minimale en m</i>	<i>Vitesse mini d'éjection en m/s</i>
Chaudières	8 m	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

#### ARTICLE 3.2.4 VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

À des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

<i>Concentrations instantanées en mg/Nm<sup>3</sup></i>	<i>Conduit n°1</i>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3 %
Poussières	5
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100

---

## **TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.1.1 PRÉLÈVEMENTS D'EAU**

Les ouvrages de prélèvement sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisables.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau.

#### **ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

Des dispositifs de protection sont placés sur les réseaux d'eau intérieurs afin qu'ils ne puissent, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau destinée à la consommation humaine à l'intérieur de l'établissement. Ces dispositifs sont adaptés aux risques et placés en amont immédiat du danger potentiel conformément aux guides techniques relatifs à la protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Ils font l'objet d'une maintenance annuelle.

### **CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 4.2.2 PLAN DES RÉSEAUX**

Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### ARTICLE 4.2.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

#### ARTICLE 4.2.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES AU SITE

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou d'y dégager des produits toxiques ou inflammables, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

### CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET

#### ARTICLE 4.3.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents :

- ┆ Les eaux vannes et les eaux usées (lavabo, toilettes...) ainsi que les eaux de lavage : EU,
- ┆ les eaux pluviales non polluées (toitures) : EPnp,
- ┆ les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries, parking, aires de stockage) : Epp

#### ARTICLE 4.3.2 COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### ARTICLE 4.3.3 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont vérifiés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs - séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.



Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités du Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

#### ARTICLE 4.3.4 LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés sur le site aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	Coordonnées	Destination	Caractéristiques
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			
76			
77			
78			
79			
80			
81			
82			
83			
84			
85			
86			
87			
88			
89			
90			
91			
92			
93			
94			
95			
96			
97			
98			
99			
100			

Points de rejet	n° 1	n° 2		n° 3
Repérage cartographique	Côté Sud - Rue du Petit Jard face cellule P	Côté Sud - Rue du Petit Jard face cellule I		Côté Sud - Rue du Petit Jard face cellule K
Nature des effluents	EPp	EPnp	EPp	EU
Débit maximal journalier (m³/j)	Sans objet			24
Exutoire du rejet	bassin de la ZAE de Vert Saint Denis	2 bassins de 4000 m³ au Sud et à l'Ouest sur le site avant rejet dans le bassin de la ZAC	-	réseau communal des eaux usées
Traitement avant rejet	Transit par les bassins de 550 et 6556 m³ puis par des déboueurs déshuileurs avant rejet dans le réseau collectif	-	déboueurs déshuileurs puis réseau collectif	Station d'épuration biologique de l'agglomération de BOISSETTES
Milieu naturel récepteur	R0 de Balory			Seine
Conditions de raccordement	Rejet maximal de 1 L/s par hectare drainé	Interconnexion des 2 bassins. Rejet maximal de 8,7 L/s	Rejet maximal de 1 L/s par hectare drainé	Autorisation de déversement

#### ARTICLE 4.3.5 AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### ARTICLE 4.3.5.1 Conception

###### Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

##### ARTICLE 4.3.5.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### ARTICLE 4.3.6 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- ↳ de matières flottantes,

Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entrepôt de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

- ^ de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- ^ de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- ^ température : < 30°C
- ^ pH : compris entre 5,5 et 8,5
- ^ couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 40 mg/Plt

#### ARTICLE 4.3.7 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX USÉES

Les eaux usées sont évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### ARTICLE 4.3.8 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### ARTICLE 4.3.9 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur n° 2 et 3 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.4)

Paramètres	Concentrations maximales (mg/l)
MES	100
DBO <sub>5</sub>	100
DCO	300
Hydrocarbures totaux	10

#### ARTICLE 4.3.10 REJET DANS UN OUVRAGE COLLECTIF

Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fait en accord avec la collectivité à laquelle appartient le réseau, conformément à une autorisation de raccordement au réseau public (art. L35.8 du code de la santé publique).

Elle précise par ailleurs :

- les informations périodiques et au minimum semestrielles que l'exploitant de la station d'épuration collective fournira à l'industriel raccordé sur le rejet final et les conditions d'épuration de la station (rendement sur les principaux paramètres, résultats d'autosurveillance, dysfonctionnements constatés, etc...).

- La nécessité d'informer l'industriel en cas de dysfonctionnement de la station dû, a priori, des rejets non conformes.

---

## TITRE 5 DÉCHETS

---

### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant ni risque d'incendie, ni risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas une année de production.

#### **ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **ARTICLE 5.1.5 DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR**

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

#### **ARTICLE 5.1.6 TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### **ARTICLE 5.1.7 DÉCHETS INDUSTRIELS**

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

#### **ARTICLE 5.1.8 REGISTRE D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

L'exploitant établit et tient à jour un registre de l'expédition des déchets dangereux qu'il produit ou détient.

Ce registre contient à minima les informations suivantes :

- ^ La désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement fixant la nomenclature des déchets ;
- ^ La date d'enlèvement ;
- ^ Le tonnage des déchets ;
- ^ Le bordereau de suivi de déchets émis ;
- ^ La désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 ;
- ^ Le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;
- ^ Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- ^ Le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé visé à l'article R.541-51 du Code de l'environnement ;
- ^ La date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- ^ Le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant, ainsi que son numéro de récépissé visé à l'article R. 541-56 du Code de l'environnement.

Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entrepôt de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)

Le registre visé au présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est conservé sur le site pendant une durée minimale de cinq ans.

## **TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 6.1.1 AMÉNAGEMENTS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### **ARTICLE 6.1.2 VÉHICULES ET ENJNS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6.1.3 APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES**

#### **ARTICLE 6.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE**

Niveau de bruit ambiant existant dans Les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **ARTICLE 6.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de la parcelle du bâtiment 60 vers l'extérieur les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
----------	--	---

Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	56 dB(A)
---------------------------------	----------	----------

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.



## **TITRE 7 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DIRECTEURS**

#### **ARTICLE 7.1.1 LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

#### **ARTICLE 7.1.2 INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES SUR LE SITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Les récipients mobiles portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En cas de tenue informatique de l'état des stocks, il convient de vérifier la possibilité d'une édition en urgence, en cas de sinistre.

#### **ARTICLE 7.1.3 PROPRETÉ DE L'INSTALLATION**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **ARTICLE 7.1.4 CONTRÔLE DES ACCÈS**

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Le site est efficacement clôturé au moyen d'un grillage d'une hauteur d'environ 2 m. Une détection périmétrique est en place en extérieur au niveau de la clôture et des accès.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. Une surveillance est assurée en permanence par un gardien et télésurveillance. Une détection intérieure est en place au niveau des portes de secours et des sabots des rideaux de quais, complétée par une détection volumétrique double technologie.

En dehors des heures d'exploitation de l'installation, une surveillance de l'installation par gardiennage est mise en place en permanence afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre.

*Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)*

Les seules personnes susceptibles d'être présentes à l'intérieur des cellules automatisées seront des personnes habilitées et autorisées à intervenir dans ces zones.

Le responsable du site prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas d'accès libre aux installations de réfrigération à l'ammoniac. De plus, en l'absence du personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées.

#### **ARTICLE 7.1.5 CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Le stationnement des poids lourds est interdit sur la voie publique. Il n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement.

Le site dispose en permanence d'un accès au moins positionné de telle sorte qu'il soit toujours accessible pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours.

On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 7.1.6 ÉTUDE DE DANGERS**

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

### **CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **ARTICLE 7.2.1 COMPORTEMENT AU FEU**

Les installations ne comprennent pas, ne surmontent pas, ni ne sont surmontées de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en sous-sol est interdit, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence.

Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

L'entrepôt présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les parois extérieures sont construites en matériaux incombustibles. Les parois extérieures des cellules M et N, la façade de quai de la cellule P et la paroi Ouest des cellules A, B et C ont des caractéristiques particulières détaillées sur le plan placé en annexe.
- Les cellules sont séparées par des murs de degré minimum REI120. Le plan n° 1 placé en annexe décrit précisément la nature et les caractéristiques de ces parois.

- Les sous cellules de produits dangereux (PRD) de la cellule K sont isolées par des murs et des plafonds de degré minimum REI 120
- la stabilité au feu de la structure du bâtiment est R 60 ;
- Le local sprinklage abritant les motopompes est constitué de murs et plafond REI120 ;
- les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais, sont situés dans un local clos isolé par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'une ferme porte, qui sont REI 120, sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.

De plus, lorsque les bureaux sont situés à l'intérieur d'une cellule :

le plafond est REI 120 ;

le plancher est également REI 120 si les bureaux sont situés en étage ;

les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, dans le cas de planchers situés à plus de 8 mètres du sol intérieur, sont encloués par des parois coupe-feu de degré 1 heure (REI 60) et construits en matériaux A2s1d0. Ils doivent déboucher directement à l'air libre, sinon sur des circulations enclouées de même degré coupe-feu y conduisant. Les blocs-portes intérieurs donnant sur ces escaliers sont E 60 C2 ;

Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois.

Les portes communicantes entre les cellules sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. Les portes (piétonnes et sectionnelles) situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont à une classe de durabilité C2. Ces portes sont doublées dans les murs REI 240. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.

La toiture sèche est constituée exclusivement en matériaux M0 ou d'un support de couverture en matériaux M0 et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

#### **ARTICLE 7.2.2 DÉSENFUMAGE**

La toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur).

Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone de 8 mètres sans ouverture visée ci-dessus, et en dehors de la zone de 4 mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules.

La zone située en dessous de la mezzanine est équipée d'un système de désenfumage.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

Les amenées d'air frais sont réalisées par les portes de quais pour les cellules A, K et L, M, N et P et par des gaines métalliques pour la cellule H.

Pour les cellules (B, C, D, E, F, F', F'', G et I) : des faux plafonds (Bs1d0 et Bs2d0 : M1) à 12,2 m sont mis en place afin d'installer les équipements de sprinklage de type ESFR. Dans ces cellules, le désenfumage des plénums est

réalisé à hauteur de 2%. Les amenés d'air frais sont réalisées par les portes de quais pour les cellules C, D, F, F', G et I et par des gaines métalliques pour les cellules B et E. Sans préjudice du respect du code du travail, les écrans de cantonnement dans le plenum ont une hauteur minimale de 0,8 m alors que dans les cellules accueillant des produits 1510 (A, K, P, M, N, L, G, I et F'), la hauteur des écrans de cantonnement est au minimum d'un mètre.

## **ARTICLE 7.2.3 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

### **ARTICLE 7.2.3.1 Accessibilité**

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Le site dispose de 3 accès depuis la voie publique.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services publics d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement.

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

### **ARTICLE 7.2.3.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. De plus, une voie d'accès est réservée aux pompiers sur au moins le périmètre du bâtiment.

Elle permet en outre, si elle est en cul de sac, les demi-tours et croisement des engins. À partir de cette voie, les pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 6 m hormis au droit des bureaux au sud sur une longueur de 22 m où la largeur est de 5 m.
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

L'accès des poids lourds se fait par un portail sous surveillance d'un poste de gardiennage permanent. La sortie des poids lourds se fait par un autre portail dans les mêmes conditions de surveillance que l'accès.

Un plan de circulation est établi. Il définit un sens de circulation giratoire unique autour du bâtiment. Des consignes sont établies pour faire respecter le plan de circulation.

Des aires de stationnement pour les poids lourds sont prévues sur le site en nombre suffisant de telle sorte que les poids lourds ne stationnent pas et ne s'accumulent pas sur la voie publique.

### **ARTICLE 7.2.3.3 Mise en station des échelles**

La voie engins est dotée de plate-forme de 12 aires de mise en station des échelles aériennes de sapeurs-pompiers. Ces plates-formes sont conformes à l'article CO §2 du règlement de sécurité pour les établissements recevant du public.

Ces aires sont placées de telle sorte qu'elles ne soient pas impactées par les eaux d'extinction incendie.

*Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)*

Des surlargeurs de la voie engins sont mises en place au droit des aires de mises en station des échelles aériennes de manière à ce que les engins de secours puissent circuler librement sur le périmètre du bâtiment en toute circonstance.

## **ARTICLE 7.2.4 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

### **ARTICLE 7.2.4.1 Définition générale des moyens – Plan de défense incendie**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le chapitre 7.1.

L'exploitant établit un plan de défense incendie conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la procédure à mettre en œuvre en cas de sinistre occasionnant une diminution de la visibilité sur les axes de circulation ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et les mesures à prendre en cas de dysfonctionnement, notamment la fermeture des vannes d'obturation ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux de coupure d'alimentation électrique générale des cellules ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment).

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Dans le trimestre qui suit la mise en service, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, renouvelé au moins tous les trois ans.

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné au maniement des moyens d'intervention et des vannes d'obturation.

Les justificatifs de formation/exercice sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de défense incendie doit être communiqué au service d'inspection des installations classées et au SDIS et est tenu à jour.

#### **ARTICLE 7.2.4.2 Entretien des moyens d'intervention**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, dispositifs de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinction d'incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, de chauffage et de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

#### **ARTICLE 7.2.4.3 Détection incendie**

Un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est mis en place dans les cellules de stockage, les locaux techniques et les bureaux. Ce dispositif actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. La détection automatique incendie est obligatoire dans toutes les cellules. Les détecteurs sont constitués en 3 réseaux de technologie différentes (fumées, flammes, chaleur).

Les alarmes sont centralisées pour l'exploitation immédiate des informations avec un report d'alarme supplémentaire auprès du poste de gardiennage. Des déclenchements manuels (boîtiers, bris de glace) doivent être répartis dans chaque cellule du bâtiment, notamment à proximité des issues et des escaliers.

#### **ARTICLE 7.2.4.4 Ressources en eau**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- ✧ des extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- ✧ de robinets d'incendie armés de DN 40 mm sur tambour à alimentation axiale conformes aux normes NF S 61.201 et 62.201 placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte-tenu des pertes de charge dynamiques créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément les deux robinets d'incendie armés les plus défavorisés dans les conditions normales de pression,
- ✧ un système d'extinction automatique, approprié à la nature des stockages, conçu et installé conformément aux normes en vigueur (norme NF EN 12845), alimenté par deux réservoirs de stockage d'eau de 340 m³ chacun dans toutes les cellules à température positive et d'un système d'extinction ESFR alimenté par un réservoir spécifique dans la zone de stockage extérieure n°2;
- ✧ d'un système d'arrosage des parois intérieures des 2 cellules transtockeur (M et N), par colonnes sèches alimentables depuis l'extérieur ou l'intérieur. L'alimentation des colonnes sèches est asservie aux groupes moto-pompes thermiques de l'installation d'extinction automatique à eau pulvérisée.
- ✧ d'un système de rideaux d'eau placés au droit des trémies de passage des convoyeurs d'une cellule à une autre,
- ✧ une défense extérieure contre l'incendie assurant en toutes circonstances un débit minimal de 540 m³/h en simultané pendant deux heures fourni comme suit :
- ✧ 180 m³/h fournis par 3 hydrants alimentés par le réseau d'adduction d'eau. 9 poteaux incendie privés sont implantés en périphérie du bâtiment de sorte que l'ensemble du périmètre de l'entrepôt est situé à moins de 150 m d'un poteau incendie. Chaque hydrant devant présenter un débit minimum de 60 m³/h pendant 2 heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars ;
- ✧ 360 m³/h fournis par deux réserves incendie privées, d'une capacité unitaire de 1000 m³ équipées chacune de 2 plateformes d'aspiration chacune de 4 mètres de large, de 8 mètres de long et résistantes à la charge de 13 tonnes.

✧

Ces moyens sont utilisables même en période de gel.



Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés; ils sont répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides ou gaz inflammables.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes et au minimum de deux réserves d'eau de 1 000 m<sup>3</sup> chacune, pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

L'exploitant doit transmettre au chef du centre d'incendie et de secours de Moissy-Cramayel une attestation délivrée par l'installateur des points d'eau faisant apparaître :

Pour les hydrants :

- ⋈ la conformité des hydrants aux normes NFS 62-200, 61-211, 61-213,
- ⋈ le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant qui ne doivent pas être inférieurs à 300 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100,
- ⋈ la capacité du réseau d'adduction d'eau potable à assurer un débit de 60m<sup>3</sup>/h pendant une durée de deux heures minimum.

Pour les réserves incendie privées :

- ⋈ La conformité de celle-ci avec la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 ;
- ⋈ Le volume d'eau des réserves incendie garanti en tout temps qui ne peut être inférieur à 1000 m<sup>3</sup> ;
- ⋈ La présence de trois plateformes d'aspiration conformes de 32 m<sup>2</sup> (8m x 4m) associées chacune à un raccord d'aspiration..

Un exemplaire de ce document doit être transmis à monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours - Service prévision - 58, avenue de Corbeil BP 70109 - 77001 MELUN CEDEX.

#### **ARTICLE 7.2.4.5 Indisponibilité temporaire d'extinction automatique**

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie et de maintenance des cuves ou des pompes associées alimentant le réseau incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie et de maintenance de la cuve et des pompes, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

En cas de maintenance des pompes, de la cuve alimentant le réseau de défense extérieure contre l'incendie ou du système d'extinction automatique, l'exploitant prévient les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées avant toute opération.

#### **ARTICLE 7.2.5 CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION**

##### **ARTICLE 7.2.5.1 Consignes générales**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Le personnel est instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et entraîné à la manœuvre des moyens de secours et des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales.



#### **ARTICLE 7.2.5.2 Plan d'opération interne**

L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I.

Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire.

Le Plan d'Opération Interne comprend à minima le plan de défense incendie établi en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule (rubrique 1510), conformément à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Le P.O.I. est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.

Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le projet de P.O.I.

### **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **ARTICLE 7.3.1 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

#### **ARTICLE 7.3.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou à l'origine d'un courant de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

Lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du bâtiment, les transformateurs de courant électrique de puissance sont situés dans des locaux clos largement ventilés par un dispositif dont les conduites ne communiquent pas avec les cellules de stockage de matières combustibles et isolés de ces cellules par des parois REI 120 et des portes EI2 120 C.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

### ARTICLE 7.3.3 VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique en particuliers dans les parties basses des installations comme les fosses et les caniveaux. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

## CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

### ARTICLE 7.4.1 ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que la justifient les conditions d'exploitation.

### ARTICLE 7.4.2 RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

#### ARTICLE 7.4.2.1 Règles générales

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ▲ 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- ▲ 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.

#### ARTICLE 7.4.2.2 Rétention des produits dangereux en cas de déversements accidentels

Les 3 cellules de stockage des produits dangereux (dangereux pour l'environnement, aérosols et liquides inflammables) situées dans la cellule K seront raccordées à la cuve de rétention enterrée de 575 m³.

Les réseaux conduisant à cette rétention seront équipés d'une rétention tampon de 1 m³ permettant de gérer les incompatibilités en cas de déversements simultanées dans plusieurs cellules.

Des siphons coupe feu sont en place pour les cellules contenant des produits inflammables. En cas d'incendie, les produits dangereux seront dilués par les agents d'extinction permettant de réduire les réactions liées à d'éventuelles incompatibilités.

La cellule comburant ne comporte pas de rétention déportée. En cas de déversement, les produits seront collectés dans un premier temps dans la zone de stockage avant d'être dirigés gravitairement dans la rétention de 575 m³ puis la rétention globale du site.

#### **ARTICLE 7.4.2.3 Bassin de confinement**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie et de refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les rétentions sont maintenues en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

En cas de sinistre, le dispositif la fermeture des vannes d'isolement permet de dévier de façon gravitaire les eaux d'extinction d'incendie et de refroidissement vers le bassin de rétention étanche de 6 556 m<sup>3</sup> minimum pour un besoin calculé de 4886 m<sup>3</sup>.

Il devra être strictement interdit d'utiliser comme rétention les voiries de dessertes ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours et les aires de mise en station des échelles aériennes. La rétention des eaux doit permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder au droit des murs coupe-feu et aux différentes issues du bâtiment à pied sec en cas d'incendie. La hauteur d'eau d'extinction dans les quais ne devra pas dépasser 10 cm.

La vidange du bassin de rétention et le rejet vers le milieu naturel ne se fera qu'après analyse, afin de déterminer si un traitement est nécessaire avant rejet selon les principes imposés par l'article 4.3.10 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

#### **ARTICLE 7.4.3 ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX**

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs à commande automatique et manuelle situés aux niveaux des quais, de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### **ARTICLE 7.4.4 STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.4.5 TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### **ARTICLE 7.4.6 ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.4.7 PERTE DE CONFINEMENT D'UN RÉCIPIENT OU UNE DÉFAILLANCE**

En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;
- isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ;
- mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ;
- application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu.

L'exploitant enregistre et analyse les événements liés à une perte de confinement d'un récipient ou une défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté. Ce registre et l'analyse associée sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

### ARTICLE 7.5.1 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien. Le personnel de gardiennage est familiarisé avec les installations et les risques encourus et reçoit à cet effet une formation spécifique. La surveillance est renforcée par un dispositif vidéo de contrôle des principaux angles de vue et par l'organisation de tours de garde. La télésurveillance est associée aux alarmes anti-intrusion et aux alarmes techniques.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

### ARTICLE 7.5.2 TRAVAUX

Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant une consigne particulière.

Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

L'apport de feu, sous une forme quelconque, à proximité du stockage est interdit, à l'exception de travaux réalisés conformément au présent article.

### ARTICLE 7.5.3 CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler dans l'installation pour ce qui les concerne.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" ou du « permis de feu » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours,
- l'organisation du site en cas de sinistre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident,

- les consignes spécifiques à l'exploitant des installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac et aux dispositifs de protection associés.

#### **ARTICLE 7.5.4 PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée si besoin après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat de l'Union Européenne. L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent distinct de l'installateur au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

#### **ARTICLE 7.5.5 MATÉRIELS ET ENGINS DE MANUTENTION**

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur. L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation. En période d'inactivité, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

Les moyens de manutention fixes sont conçus pour, en cas d'incendie, ne pas gêner la fermeture automatique des portes coupe-feu ou, le cas échéant, l'action de moyens de cloisonnement spécialement adaptés.

Les chariots sans conducteur sont équipés de dispositifs de détection d'obstacle et de dispositifs anticollision. Leur vitesse est adaptée aux risques encourus.

## TITRE 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

### CHAPITRE 8.1 ENTREPÔT

#### ARTICLE 8.1.1 CARACTÉRISTIQUES DES CELLULES DE STOCKAGE

Cellules réfrigérées	Hauteur sous plafond (m)	Surface de la cellule (m²)	Volume utile de stockage (m³)
Cellule B – stockage surgelés	11,7	5 505	64 409
Cellule C – stockage produits frais masse	12,2	3 333	40 663
Cellule D – activité + scamer	12,2	6 538	Sans objet
Cellule E – activité	12,2	6 563	Sans objet
Cellule F – stockage racks	12,2	2 232	27 230
Cellule F'' – stockage en masse FFL	12,2	448	5 466

Cellules 1510	Hauteur au faîtage (m)	Surface de la cellule (m²)	Volume 1510 (m³)
Cellule A – Stockage contenantants – 1510 température ambiante	16,2	4 477	72 528
Cellule F' – stockage 1510	16,2	2 198	35 608
Cellule G – stockage 1510	16,2	4 386	71 063
Cellule H – activité / 1510	16,2	3 314	53 687
Cellule I – stockage 1510	16,2	4 438	71 896
Cellule K – stockage 1510	16,2	8 270	133 974
Cellule L – stockage 1510	16,2	8 267	133 926
Cellule M – stockage 1510	22,5	9 960	224 100
Cellule N – stockage 1510	22,5	9 987	224 708
Cellule P – stockage 1510	16,2	6 541	105 964
TOTAL			1 127 444

FFL : Fleurs Fruits Légumes.

Les caractéristiques des sous cellules de produits dangereux de la cellule K sont les suivantes :

Type de produits stockés / rubriques ICPE	Dimensions de la cellule
Cellule Divers dont les produits dangereux pour l'environnement : 4510 / 4511 (risque de pollution)	S = 250 m²
Cellule aérosols inflammables (risque incendie)	S = 260 m²
Cellule Liquides et solides inflammables et alcool de bouche de plus de 40% : risque d'incendie	S = 273 m²
Cellule comburant	S = 50 m²

#### ARTICLE 8.1.2 NATURE DES PRODUITS STOCKÉS

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule.



De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc., soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des flots limités de la façon suivante :

1. Surface maximale des flots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
2. Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
3. Distance entre deux flots : 2 mètres minimum ;
4. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des flots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettiers, les dispositions des 1<sup>o</sup>), 2<sup>o</sup>) et 3<sup>o</sup>) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4<sup>o</sup>) est applicable dans tous les cas.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.

#### **ARTICLE 8.1.3 IMPLANTATION ET DISTANCES D'ÉLOIGNEMENT**

Les zones de dangers graves pour la vie humaine à hauteur d'homme, par effets directs et indirects, générées par un potentiel incendie (zone Z1) ne dépassent pas les limites du site.

Les conditions d'éloignement Z1 et Z2 doivent être conservées au cours de l'exploitation.

#### **ARTICLE 8.1.4 CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENTS**

De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (mur, toiture, poteaux, poutres...) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni leurs dispositifs de recoupement, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la première cellule en feu.

#### **ARTICLE 8.1.5 ISSUES**

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties du bâtiment dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans diminuer le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Dans les cellules occupées par un stockage automatisé, les cheminements sont balisés grâce à la mise en place de blocs de balisage, d'une signalétique au sol et sur la structure des racks. En outre, une procédure spécifique pour l'évacuation du personnel travaillant en hauteur au niveau des stockages automatisés est établie et régulièrement contrôlée. Cette procédure intègre les temps d'évacuation pris en compte dans les études spécifiques d'ingénierie incendie jointes au dossier de demande d'autorisation et de leurs conclusions, ainsi que la nécessité absolue d'évacuer sans attendre à l'extérieur des cellules.



Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois coupe-feu de degré 1 heure minimum et construits en matériaux incombustibles. Ils doivent déboucher directement à l'air libre ou à proximité, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu. Les portes intérieures donnant sur ces escaliers sont pare-flammes de degré une demi-heure et munies de ferme-portes.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

## **CHAPITRE 8.2 CHAUFFERIE**

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur à l'entrepôt et indépendant de celui-ci. Les murs de la chaufferie sont coupe-feu de degré 2 heures au moins.

La porte d'accès est coupe-feu de degré 2 heures au moins, asservie par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La toiture est légère et sert d'évent en cas de surpression interne. Les parties mobiles de cette surface d'évent sont munies de dispositifs permettant de retenir les éléments projetés. Les murs de la chaufferie résistent à une pression supérieure à la pression de rupture de la toiture jouant le rôle d'évent.

À l'extérieur de la chaufferie, sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible.
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

Le chauffage de l'entrepôt et de ses annexes n'est réalisé que par eau chaude produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de stockage.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

## **CHAPITRE 8.3 ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

Les 2 locaux de charge d'accumulateurs sont situés dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieurs à l'entrepôt et isolés par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins.

La porte d'accès à ces locaux est coupe-feu de degré 2 heures au moins, asservie par des détecteurs autonomes déclencheurs sensibles aux gaz et aux fumées. La porte d'accès est à fermeture automatique. Les toits des locaux sont constitués d'une couverture légère pouvant servir d'évent en cas d'explosion. Les locaux sont équipés en partie haute d'un système de ventilation mécanique actionné par un moteur de protection anti-déflagrant afin d'assurer le renouvellement permanent de l'atmosphère. Les locaux sont équipés d'une fosse de collecte des éventuelles égouttures d'électrolytes répondant aux prescriptions définies à l'article sur la prévention des pollutions accidentelles.

## **CHAPITRE 8.4 AMMONIAC**

Les installations de réfrigération à l'ammoniac sont conformes à l'arrêté ministériel du 19/11/09 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735.

#### **ARTICLE 8.4.1 IMPLANTATION-AMÉNAGEMENT**

L'installation est implantée de façon à ce que les murs extérieurs de la salle des machines soient situés à une distance d'au moins 10 mètres des limites du site lorsque les trois conditions suivantes sont respectées :

- tous les équipements de production du froid, dont le condenseur, sont localisés dans une salle des machines. Les éléments de distribution sont situés à l'intérieur des bâtiments, ou, lorsque c'est physiquement impossible ou économiquement disproportionné, protégés par un capotage ;
- chaque capacité accumulatrice à haute pression du circuit contient une masse d'ammoniac limitée à 50 kilogrammes ;
- la hauteur du point de rejet de l'extraction mécanique d'urgence de la salle des machines est égale à 16,5 mètres à partir du sol.

En outre, tout autre élément de l'installation contenant de l'ammoniac est situé à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété.

#### **ARTICLE 8.4.2 COMPORTEMENT AU FEU DES LOCAUX**

Les salles des machines sont conçues de façon à respecter les prescriptions du chapitre 5 de la norme NF EN 378-3 (version 2008).

#### **ARTICLE 8.4.3 TOITURES ET COUVERTURES DE TOITURE**

Les toitures et couvertures de toiture des locaux de stockage ou d'emploi d'ammoniac et de la salle des machines des installations de réfrigération répondent à la classe BROOF (I3).

#### **ARTICLE 8.4.4 SYSTÈMES DE DÉTECTION**

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.

Les parties de l'installation visées au point 8.2.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

#### **ARTICLE 8.4.5 CAPACITÉ D'AMMONIAC ET DISPOSITIFS LIMITEURS DE PRESSION**

Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) possèdent un indicateur de niveau de liquide.

Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries peuvent être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles, ouvertes en fonctionnement normal (à l'exception des vannes isolant des capacités usuellement inutilisées), facilement accessibles en toutes circonstances ou par des vannes automatiques pilotées par un ou

*Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités de Vert-Saint-Denis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)*

plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés. À tout moment, la position des vannes est connue.

Chaque capacité accumulatrice est équipée en permanence de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, reliés par un dispositif/robinet inverseur et ayant une pression de tarage au plus égale à la pression maximale admissible. Ces dispositifs sont conçus de manière que la pression ne dépasse pas de façon permanente la pression maximale admissible. Une surpression de courte durée est cependant admise et est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Les échappements des dispositifs limiteurs de pression peuvent être captés et reliés, sans possibilités d'obstruction accidentelle ou de limitation de débit, à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.

Les dispositifs limiteurs de pression font l'objet d'un examen visuel tous les quarante mois au maximum. Une vérification approfondie est réalisée tous les cinq ans au maximum et comporte la réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des dispositifs limiteurs de pression ou d'un essai de manoeuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction de sécurité ainsi que la vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver leur fonctionnement. Le certificat de tarage des dispositifs limiteurs de pression, les comptes rendus des examens visuels et des vérifications approfondies sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.4.6 TUYAUTERIES D'AMMONIAC**

Les tuyauteries sont efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).

Les tuyauteries sont conçues, fabriquées et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur ou, à défaut, aux normes existantes.

L'exploitant établit un programme de contrôle pour le suivi en service de l'ensemble des tuyauteries.

Les contrôles ainsi que le programme de contrôle sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.4.7 MISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION DE RÉFRIGÉRATION**

Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant réalise les contrôles suivants :

- vérification de la compatibilité des matériaux constitutifs des équipements de production et de distribution du froid, notamment de l'absence de cuivre ou de tout alliage en contenant ;
- vérification de l'étanchéité du circuit frigorifique.

Si un tel contrôle est mené en application de la réglementation relative aux appareils à pression, il est réputé répondre aux dispositions du présent point. Le résultat de ce contrôle est conservé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les opérations de vidange et de charge d'ammoniac font l'objet de consignes opératoires pour prévenir tout incident.

#### **ARTICLE 8.4.8 RIDEAU D'EAU**

Un rideau d'eau sera mis en place à 30 m de l'installation pour réduire la dispersion de l'ammoniac. Sa mise en œuvre sera asservie à la détection d'ammoniac.

L'exploitant assure une maintenance régulière des installations et effectue un essai au minimum annuel afin de s'assurer de son bon fonctionnement.

Une consigne est mise en place et définie clairement le mode de mise en œuvre de cette installation.

## **TITRE 9 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### **ARTICLE 9.1.2 MESURES COMPARATIVES**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### **CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.2.1 AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES**

L'exploitant assure une surveillance des rejets à l'atmosphère des chaudières du bâtiment 60 sur les paramètres débit, %O<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières.

Le contrôle des rejets sera réalisé tous les 3 ans par un organisme indépendant. Il pourra être demandé, si nécessaire, la recherche de paramètres supplémentaires. Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et explications sur les problèmes éventuellement constatés.

#### **ARTICLE 9.2.2 AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Une mesure des niveaux sonores en limite de propriété, ainsi qu'une mesure d'émergence dans les zones à émergence réglementée (ZER), sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

### **CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

#### **ARTICLE 9.3.1 ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport

*Annexe à l'arrêté n° 2020/06/DCSE/BPE/IC du 12 février 2020 portant prescriptions complémentaires à la société ITM IMMO LOG (ITM LAI) relatives à l'exploitation du bâtiment logistique à usage d'entreposage de matières et produits combustibles, situé 390 avenue Anna Lindh, Parc d'activités du Fort-Saint-Donis, sur le territoire de la commune de Vert-Saint-Denis (77240)*

au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

#### **ARTICLE 9.3.2 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant fournit, à l'inspection des installations classées, les analyses imposées au CHAPITRE 9.2, dès réception. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier la cause et l'ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au CHAPITRE 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

### **ANNEXES**

- 1) Plan masse du site – dispositions constructives;

## TITRE 10 ÉCHÉANCES

Le présent titre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées ou les contrôles qu'il effectue.

	Documents/contrôles à effectuer	Périodicités/échéances
Article 1.5.1	Dossier en cas de modifications apportées aux installations	Avant la réalisation des modifications
Article 1.5.4	Déclaration de changement d'exploitant	Dans le mois qui suit le changement
Article 1.5.6	Dossier de cessation d'activité	3 mois avant l'arrêt définitif d'activité
Chapitre 2.5	Déclaration d'accidents et incidents	Dans les meilleurs délais
	Mesures prises pour éviter le renouvellement de l'accident	15 jours
Article 7.2.4.2	Entretien des moyens d'intervention	Selon les équipements
Article 7.2.4.4	Ressources en eau	Réception des moyens de défense extérieure contre l'incendie, dès la mise en eau
Article 7.2.5.2	Plan d'Opération Interne	Mise à jour du plan dans un délai de 6 mois après le début d'exploitation Exercice dans les 6 mois qui suit le début d'exploitation
Article 7.3.2	Contrôle des installations électriques	Annuelle
Article 9.2.1	Auto surveillance des émissions atmosphériques	Tous les 3 ans
Article 9.2.2	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans

## **TITRE 11 CONDITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 11.1.1 FRAIS**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 11.1.2 RESPECT DES DISPOSITIONS DU PRÉSENT ARRÊTÉ**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions prévues à l'article L.514-1, Livre V, Titre I Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### **ARTICLE 11.1.3 INFORMATION DANS L'ÉTABLISSEMENT**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **ARTICLE 11.1.4 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement (reste applicable aux demandes antérieures au 1<sup>er</sup> mars 2017) :

1° Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée en mairie de Vert-Saint-Denis et peut y être consultée ;

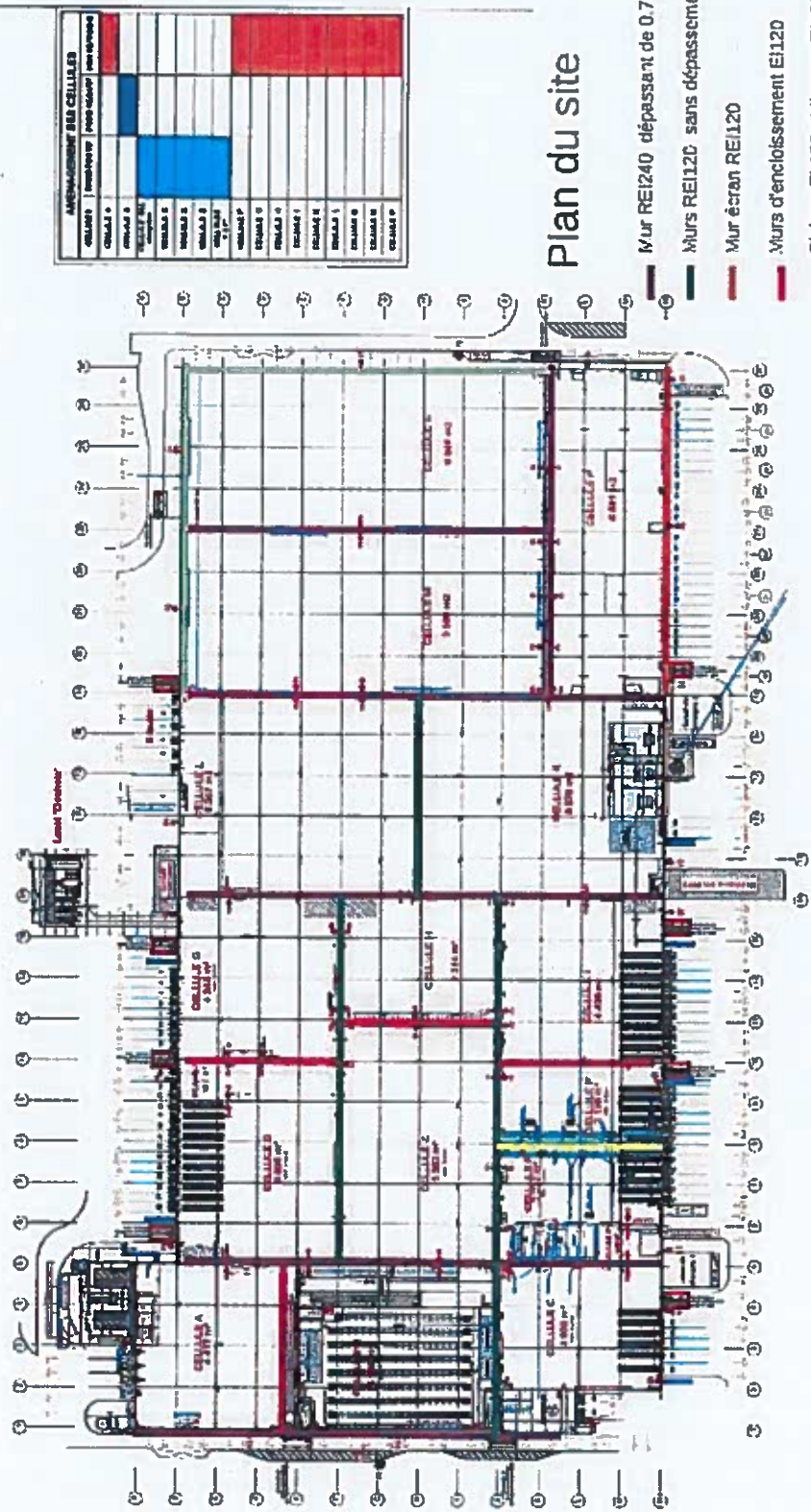
2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Vert-Saint-Denis pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins du maire au préfet (préfecture – DCSE-BPE 12, rue des Saints-Pères 77010 Melun cedex) ;

3° Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal, départemental ou régional ayant été consulté ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne pendant une durée minimale de quatre mois ;

5° Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.





AMÉNAGEMENT DES CELLULES		
CELLULE	Intérieur	Extérieur
CELLULE A		
CELLULE B		
CELLULE C		
CELLULE D		
CELLULE E		
CELLULE F		
CELLULE G		
CELLULE H		
CELLULE I		
CELLULE J		
CELLULE K		
CELLULE L		
CELLULE M		
CELLULE N		
CELLULE O		
CELLULE P		
CELLULE Q		
CELLULE R		
CELLULE S		

# Plan du site

- Mur REI240 dépassant de 0.7 m en toiture
- Murs REI120 sans dépassement
- Mur écran REI120
- Murs d'enclossement EI120
- Cloison EI 120 et flocage EI120 sur une structure R-20
- Flocage EI120 sur une structure R120

